

## LES DETERMINANTS DE L'INCLUSION FINANCIERE AU TOGO

Par

**Fambari Kokou ATCHI**

**Doctorant en Sciences Economiques (Finance et Développement),  
Université de Kara, Attaché de l'Enseignement et de Recherche (ATER) à  
l'Université de Kara-Togo, Laboratoire de Recherche en Sciences  
Économiques et de Gestion (LARSEG) à l'Université de Kara-Togo.**

[atchikfambari@gmail.com](mailto:atchikfambari@gmail.com)

&

**Mawuli Kodjovi COUCHORO**

**Maître de conférence Agrégé en Sciences Économiques, Université de Lomé  
MOFID –Togo.**

[couchoro@hotmail.com](mailto:couchoro@hotmail.com)

&

**Kuawo-assan JOHNSON**

**Maître de conférence en Sciences Économiques, Université de Lomé –Togo.  
LaRESEG- Université de Kara- Togo.**

[dan\\_kjohns@yahoo.fr](mailto:dan_kjohns@yahoo.fr)

### Résumé:

Cette étude analyse les déterminants de l'inclusion financière au Togo. S'écartant de la littérature traditionnelle qui considère l'inclusion financière comme un phénomène statique, cette étude modélise l'inclusion financière comme un processus dynamique en quatre étapes et identifie ses déterminants sur la base d'un modèle logit ordonnée et séquentiel appliqué sur les données d'enquête Finscop avec un échantillon de 5 197 individus. Les résultats obtenus à partir du modèle logit ordonné indiquent que l'inclusion financière au Togo est principalement déterminée par des caractéristiques individuelles telles que le sexe, l'éducation, l'âge, le

revenu, la zone de résidence, la situation professionnelle, le statu matrimonial, la taille du ménage et le degré de confiance envers les institutions financières. Cependant, ces caractéristiques diffèrent d'une étape à une autre en utilisant le logit séquentiel, de même selon le genre, et la zone géographique. Cette étude constitue la première tentative pour comprendre les déterminants de l'inclusion financière au Togo. Elle a également l'avantage d'être dans la classe des premières études empiriques qui modélisent l'inclusion financière, en tant que processus dynamique. Enfin, ce travail ouvre la voie à des stratégies qui font de l'inclusion financière un outil pouvant contribuer à augmenter le taux d'accès aux services financiers au Togo.

**Mots clés :** inclusion financière, Togo.

**Abstract :**

This study analyzes the determinants of financial inclusion in Togo. Departing from the traditional literature which considers financial inclusion as a static phenomenon, this study models it as a dynamic four-step process and identifies its determinants on the basis of an ordered and sequential logit model applied to the data of Finscop survey with a sample of 5197 individuals. The results obtained from the ordered logit model indicate that financial inclusion in Togo is mainly determined by individual characteristics such as sex, education, age, income, area of residence, professional situation, marital status, household size and degree of trust in financial institutions. However, these characteristics differ from step to step using sequential logit, similarly depending on gender, and geographic area. This study is the first attempt to understand the determinants of financial inclusion in Togo. It also has the advantage of being in the class of the first empirical studies that model financial inclusion, as a dynamic process. Finally, this work paves the way for strategies that make financial inclusion a tool that can help increase the rate of access to financial services in Togo.

**Keywords:** financial inclusion, Togo.

## Introduction

La réduction de la pauvreté est l'un des défis les plus importants actuellement au monde (banque mondiale, 2015). La pauvreté est étroitement liée à de nombreux aspects négatifs du niveau de vie (Ballon et Duclos, 2016), et ses manifestations comprennent i) la faim et la malnutrition, ii) l'accès limité à l'éducation et aux autres services de base, iii) la discrimination et l'exclusion sociale ainsi que iv) le manque de participation à la prise de décision ; et par conséquent, la réduction de la pauvreté peut avoir un impact positif sur la vie de millions de personnes dans le monde. Mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes est le premier des 17 objectifs de développement durable (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'un des meilleurs moyens permettant de réduire la pauvreté et les inégalités entre les sexes est la finance (Beck et Demirgüç-Kunt, 2015, Nwosu et al, 2017), et cela est largement démontré dans la théorie de la croissance économique (Keynes, 1936 ; Levine 1993 ; Beck et al. 2000). L'inclusion financière se définit comme l'accès et l'utilisation de services financiers formels, fournis à un prix raisonnable et de manière responsable (Sarma et Pais, 2011). Elle est reconnue comme un moteur de la croissance économique et les liens directs et indirects entre la finance et la réduction de la pauvreté ont été établis par Beck et Demirgüç-Kunt, 2015 ; Cull et al. 2012 ; Munemo, 2018 ; Adegboye, 2018). Cependant les données issues de Global Findex indiquent que 2,5 milliards de personnes adultes n'ont pas accès aux services financiers à travers le monde (Demirguc-Kunt et Klapper, 2012) freinant subséquemment l'effet escompté. En Afrique de l'ouest, le défi en termes d'inclusion financière reste à surmonter. La part de la population adulte ayant des comptes ou empruntant auprès d'institutions financières formelles reste faible par rapport à d'autres pays en développement (Mlachila et al, 2013). Pour cela les Banques Centrales ont placé ce sujet au centre de leurs préoccupations au regard de leurs rôle de régulateurs « en vue d'améliorer l'accès aux services financiers et d'autre part, à la création d'un environnement sain et propice au développement du secteur financier » (BCEAO 2014, p.31).

L'accès aux services financiers tels que l'épargne, le crédit, les transactions et l'assurance aide à construire des actifs et à réduire leur vulnérabilité en régularisant la consommation et en atténuant les risques (Burritt, 2006). L'accès aux services financiers inclusifs à la vertu d'accroître le niveau des investissements à travers deux canaux : celui de la mobilisation de l'épargne et celui du crédit (Doukoure et Sene, 2014), et d'accroît les transactions et les

comptes d'épargne des particuliers, facilite les paiements, l'accès au crédit, la réception des envois de fonds, améliorent le bien-être des individus et des ménages grâce à l'entrepreneuriat, l'autonomisation des femmes, l'investissement dans l'éducation et la gestion des risques (Bruhn et Love, 2014; Churchill et Marisetty, 2019; Dupas et Robinson, 2013; Zhang et Posso, 2017). Dans cette dynamique, on estime que l'économie mondiale pourrait générer des économies supplémentaires de 157 milliards de dollars si les adultes « non bancarisés » consacraient leurs économies informelles au système financier bancaire (Arun et Kamath, 2015).

Au Togo, Selon l'ISEED, en 2016 plus de 60% de la population Togolaise vit en dessous du seuil de pauvreté. L'incidence de la pauvreté est très élevée dans les zones rurales où trois ménages sur quatre sont pauvres, contre deux sur quatre en milieu urbain. Les régions les plus touchées par la pauvreté sont la Région des Savanes (90,5%), la Région Centrale (77,7%) et la Région de Kara (75%) avec une forte prévalence dans les zones rurales. De plus, la pauvreté est fortement corrélée à la malnutrition dans la mesure où 64,2% de la communauté pauvre est sous-alimentée. Les inégalités monétaires sont prononcées entre les zones rurales et les milieux urbains. Les pauvres sont clairement désavantagés en termes de leur accès à l'éducation, à la santé, à l'électricité et à l'eau potable. Si l'on prend en compte le facteur de vulnérabilité, d'ici quelques années, si des mesures ne sont prises pour améliorer les conditions de vie de la population, 4 Togolais sur 5 seront pauvres. Conscient de cela, le gouvernement togolais tente d'améliorer la vie de sa population de multiples façons. Les programmes agricoles, les projets d'infrastructure publique et les filets de sécurité sociale sont que quelques efforts du gouvernement et des partenaires mondiaux pour réduire le taux de pauvreté au Togo.

Soutenus par un grand nombre d'études à travers le monde qui fournissent des preuves de l'importance de l'inclusion financière dans la réduction de la pauvreté, le gouvernement Togolais, en 2014 a mis en place un ambitieux programme dénommé le Fond National de la Finance Inclusive (FNFI), dont l'objectif consiste à promouvoir l'inclusion financière des pauvres. Ce programme qui, associée aux innovations du secteur privé, notamment dans le domaine du mobile money, ont permis à un nombre de personnes d'avoir accès aux services financiers (Afawubo et al, 2019). Toutefois, ces avancées ne masquent guère la persistance de certains défis qui restent à relever en matière d'un secteur financier inclusif et durable au

Togo. Selon la dernière enquête sur l'inclusion financière au Togo, plus 40 % des adultes sont encore exclus du système financier (Finscop, 2016), contre 3 % au Kenya (Banque mondiale, 2016) ; les femmes et les individus vivant en milieu rural sont les plus affectés par l'exclusion. Le taux d'exclusion si élevé est l'un des aspects révélateurs de la situation de pauvreté des ménages au Togo qui est de nature multidimensionnelle (Sen, 1985; Ballon et al, 2016). En moyenne, après l'accès à l'électricité, le manque d'accès au financement est cité comme la contrainte la plus importante au Togo (Afawubo et al, 2019). Ces données démontrent pour ainsi dire, la persistance d'un défi d'inclusion financière qui reste à relever et c'est précisément au Togo qu'il est nécessaire d'avoir un endroit sûr pour épargner ou une méthode fiable pour recevoir les transferts de fonds, dans le but de sortir de la pauvreté ; mais l'accès et l'utilisation des services financiers de base restent faibles. Cependant, nonobstant le contexte marqué par un problème d'exclusion financière des ménages, spécialement les pauvres, les ruraux et les femmes, ce débat est quasi inexistant au Togo faisant surnager une interrogation à laquelle nous tentons d'apporter une réponse. Quels sont les déterminants de l'inclusion financière au Togo ?

L'objectif alors de cette étude est d'analyser les déterminants de l'inclusion financière au Togo. Il s'agit spécifiquement de i) déterminer les facteurs socio-économiques de l'inclusion financière, ii) d'analyser l'hétérogénéité de ces déterminants selon le genre et la localisation géographique. Nous formulons l'hypothèse selon laquelle, l'éducation, le revenu, l'emploi, la connaissance financière, la zone géographique sont les déterminants de l'inclusion financière au Togo.

Plusieurs études empiriques ont déterminé les facteurs de l'inclusion financière (Kaur et Kapuria, 2020 ; Wokabi et Fatoki, 2019 ; Abel et al, 2018 ; Demircuc-Kun et Peria, 2016), Saadaoui, Z. (2018), cependant lesdits résultats n'emportent pas l'unanimité dans la littérature, d'autant plus qu'elles se limitent souvent à une seule étape de l'inclusion financière (accès au compte bancaire) délaissant les autres étapes successives qui caractérisent le phénomène (Fall, Ky et Birba, 2015, Afawubo et al, 2019).

La présente étude se propose alors de combler trois lacunes principales.

D'abord, au regard des travaux consacrés à cette notion qui appréhendent les déterminants de l'inclusion financière comme un état statique occultant totalement l'inclusion financière en tant que processus dynamique, la présente étude ambitionne appréhender le phénomène sur

une note dynamique. Ensuite, la maîtrise des facteurs déterminants de l'inclusion financière offre un cadre opérationnel d'analyse aussi bien pour les praticiens et le gouvernement dans la prise de décisions en matière d'inclusion financière. Enfin, relativement au contexte, la contribution de l'étude réside véritablement dans le choix du Togo pour au moins deux raisons : La première est que le gouvernement Togolais s'est doté d'un Plan National de Développement (PND) qui vise au point huit l'amélioration de l'inclusion financière. Cette étude serait un atout en termes de contribution dans la mise œuvre des politiques de l'inclusion financière au Togo. La deuxième raison renvoie, à notre connaissance, à la quasi inexistence d'études ayant abordé la problématique relative aux déterminants de l'inclusion financière d'une manière dynamique.

Le reste du travail est organisée comme suit : la revue de littérature (I), la méthodologie(II) enfin, les résultats et interprétation (III).

## **I. Revue de littérature**

### **I.1 Littérature théorique**

Dans la littérature existante, deux grandes théories permettent d'apporter un éclairage sur les différents facteurs qui contribuent à l'exclusion/inclusion financière : La théorie des frontières des possibilités d'accès et la théorie des barrières à l'accès.

« La théorie des frontières des possibilités d'accès a été développée par Beck et De la Torre (2006). Ils partent du principe économique de la loi de l'offre et de la demande pour identifier les problèmes d'accès aux services bancaires et financiers et leurs causes. Les facteurs retenus pour expliquer le niveau de l'offre sont les coûts de transaction et les risques systémiques et particuliers. Quant à la demande, elle est appréciée par des facteurs économiques (revenu, prix) et non économiques (illettrisme financier et barrière culturelle et religieuse). Leurs travaux couvrent les deux aspects les plus importants de la problématique d'accès aux services bancaires et financiers que sont d'une part, l'accès aux services d'épargne et de paiement et d'autre part, l'accès au crédit » (Gansinhounde, 2007 pp 12).

« La théorie des barrières à l'accès quant à elle traite des causes d'un non-aboutissement. Cette notion de barrière à l'accès a été développée par plusieurs auteurs dans la littérature (Beck et al, 2005, 2006 ; Honohan, 2004 ; Chamberlain et Walker, 2005). Elle fait allusion à

un ensemble de facteurs susceptibles de compromettre le « processus de démocratisation des services financiers » au sein d'une communauté. Plusieurs travaux théoriques et empiriques relatifs à cette théorie ont analysé les barrières à l'accès aux services financiers et ont déterminé les facteurs explicatifs. Ces auteurs ont dégagé tout un ensemble de barrières. Il s'agit de barrières physique et financière à l'accès ; et celles relatives à l'éligibilité, à l'information, à la réglementation. A cet égard, Chamberlain et Walker (2005) estiment que « la barrière de l'éligibilité est déterminée par la barrière financière (dépôt minimal) et la barrière physique à l'accès (coût du transport vers l'agence la plus proche) ». (Chaibou, 2019, pp 97).

## **I.2 Littérature empirique**

L'inclusion financière est de plus en plus reconnue comme un outil important pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté. Par conséquent, le concept a suscité beaucoup d'intérêt ces dernières années et cela est démontré par le nombre de pays qui se sont engagés à Déclaration de Maya et plan d'inclusion financière du G-20 (Demirguc-Kunt et Klapper, 2012a). Malgré cette reconnaissance mondiale de son importance, les informations sur l'étendue de l'inclusion financière parmi divers groupes, en particulier les pauvres et les marginalisés, sont limitées (Beck et al, 2015; Morgan et Pontine, 2014).

Kaur et Kapuria (2020), quant à eux examinent les déterminants de l'accès au financement institutionnel et non institutionnel dans les ménages dirigés par des hommes et des femmes dans les zones rurales de l'Inde. Une régression logistique multinomiale est appliquée pour catégoriser l'accès des ménages au financement en quatre catégories. Des régressions économétriques ont été évaluées pour les ménages dirigés par une femme, les ménages dirigés par un homme et l'ensemble des ménages regroupés. Les résultats indiquent premièrement que, les Femmes ont une probabilité plus faible d'accéder aux services financiers formels et une probabilité plus élevée d'accéder aux services financiers informels par rapport aux hommes. Deuxièmement, les niveaux d'éducation, les dépenses de consommation mensuelles des ménages, la taille des terres, la superficie irriguée et la pénétration des banques commerciales régulières influencent favorablement l'accès des femmes aux services financiers. Troisièmement, les Femmes appartenant à des catégories socialement défavorisées ont une probabilité plus faible d'accéder aux services financiers par rapport aux hommes.



Wokabi et fatoki, (2019) utilisent le crédit intérieur au secteur privé par les banques comme mesure de l'inclusion financière pour analyser ces déterminants. Les résultats à partir d'un modèle à effets fixes avec des données secondaires collectées à partir de la base de données des indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale de 2000 à 2016 révèlent que la population rurale et le revenu sont des déterminants importants de l'inclusion financière, la population rurale étant négativement liée à l'inclusion financière. Cela signifie que plus la population rurale d'un pays est élevée, moins son système financier est inclusif. Le chômage, bien que statistiquement insignifiant, avait une relation négative avec l'inclusion financière. Les taux d'intérêt avaient une relation positive mais insignifiante avec l'inclusion financière.

Zins et weill, (2016) examinent les déterminants de l'inclusion financière en Afrique. Ils ont utilisé la base de données Global Findex de la Banque mondiale sur 37 pays africains pour effectuer des estimations probit. Les résultats révèlent qu'être un homme, plus riche, plus instruit et plus âgé favorise l'inclusion financière avec une plus grande influence de l'éducation et du revenu. Les services bancaires mobiles reposent sur les mêmes déterminants que les services bancaires traditionnels. Ils observent de même que les déterminants de la finance informelle diffèrent de ceux de la finance formelle.

Demirguc-Kun et Peria, (2016) pour leur part explorent les caractéristiques individuelles et nationales associées à l'inclusion financière et les politiques efficaces parmi les personnes les plus susceptibles d'être exclues : pauvres, ruraux, femmes ou jeunes. Les auteurs constatent qu'une plus grande inclusion financière est associée à des coûts de compte inférieurs, une plus grande proximité avec les intermédiaires financiers, des droits juridiques plus solides et des environnements plus stables politiquement. Cependant, l'efficacité des politiques de promotion de l'inclusion varie en fonction des caractéristiques des individus considérés.

Asuming, et al (2018) de leur côté ont mené une analyse comparative de l'inclusion financière dans les pays d'Afrique subsaharienne en utilisant les données de la base de données mondiale Findex. Ils constatent que si le niveau global d'inclusion financière a considérablement augmenté entre 2011 et 2014, il existe des variations à la fois du niveau et des taux d'amélioration entre les pays. Les auteurs constatent également que les variables au niveau individuel (âge, éducation, sexe et richesse) sont les déterminants significatifs de l'inclusion financière.



Davutyan et Öztürkcal (2018) utilisent une enquête représentative du secteur des ménages turcs et étudient les facteurs qui influent sur le comportement épargne-emprunt. Ils exécutent quatre régressions probit pour élucider (i) la décision d'épargne, (ii) le choix d'actifs ou la composition du portefeuille pour ceux qui épargnent, (iii) la décision de prêt bancaire et enfin (iv) la décision d'emprunt formelle versus informelle. Les résultats indiquent que le revenu, l'éducation, l'état matrimonial et la région du pays sont fortement corrélés à ces décisions.

Au final, ce survol de la littérature permet non seulement d'en déduire l'absence d'unanimité des facteurs d'inclusion financière mais également de relever le fait que ces études se bornent à limiter souvent l'inclusion financière (accès au compte bancaire) alors qu'elle est un phénomène qui se manifeste à plusieurs étapes.

## II. Méthodologie

### Spécification du modèle

Notre objectif est d'analyser les déterminants de l'inclusion financière au Togo. La littérature empirique existante a utilisé les modèles Probit et Logit pour examiner les déterminants de l'inclusion financière en raison de la nature binaire des variables dépendantes (voir Allen et al. 2016; Fungáčová et Weill, 2015; et Efobi et al, 2014). Certains auteurs ont utilisé une combinaison des modèles Probit et Logit, tandis que d'autres ont également utilisé des modèles de sélection pour résoudre les problèmes de biais de sélectivité (voir Allen et al, 2016; et Mohammed et al, 2017). À la suite de la littérature, nous utilisons le modèle logit ordonné pour estimer les déterminants de l'inclusion financière.

Nous supposons qu'il existe une variable latente continue  $y_i^*$  inobservée qui décrit toute évolution de  $y$  dans le processus de changement de situation.  $y_i^*$  étant inobservée, le processus sous-jacent est caractérisé par :

$$y_i^* = \alpha + x_i' \beta + \varepsilon_i \quad (1)$$

Où  $x_i'$  est le vecteur des variables explicatives,  $\beta$  est le vecteur des coefficients de la régression,  $\varepsilon_i$  est le terme d'erreur.

Même si  $y_i^*$  est inobservée, il est possible d'observer les catégories de réponses suivant l'évolution dans le changement de comportements des individus en termes de capacité à être inclus financièrement. On observe ainsi :

$$y_i = \begin{cases} 0 & \text{Si } y_i^* < \alpha_1 \\ 1 & \text{Si } \alpha_1 < y_i^* < \alpha_2 \\ 2 & \text{Si } \alpha_2 < y_i^* < \alpha_3 \\ 3 & \text{Si } \alpha_3 < y_i^* < \alpha_4 \\ 4 & \text{Si } \alpha_4 < y_i^* < \alpha_5 \end{cases} \quad (2)$$

Où  $y_i = 0$  correspond à l'étape non accès aux services financier ;  $y_i = 1$  correspond à l'étape accès à un compte financier ;  $y_i = 2$  correspond à l'étape accès à l'épargne ;  $y_i = 3$  correspond à l'étape accès au crédit ;  $y_i = 4$  correspond à l'étape accès à l'assurance.  $\alpha_k (0 \leq k \leq 4)$  Correspondent aux seuils inconnus des différentes étapes du processus, avec.  $(\alpha_1 < \alpha_2 < \alpha_3 < \alpha_4 < \alpha_5)$  ;

Etant donné  $(0 \leq k \leq 4)$  et le vecteur de variables explicatives  $x$ , et l'hypothèse de normalité des résidus, la probabilité pour qu'un individu se retrouve à une étape donnée du processus est donnée par l'expression suivante :

$$\Pr(y = k | x) = \Pr(\alpha_{k-1} \leq y_i^* < \alpha_k | x) = F(\alpha_k - x\beta) - F(\alpha_{k-1} - x\beta) \quad (3)$$

Où  $F$  est la fonction de répartition cumulée de la répartition logistique. Les paramètres  $\alpha$  et  $\beta$  peuvent être estimés par le maximum de vraisemblance.

La modélisation du logit ordonnée nous permet alors de déterminer les facteurs qui expliquent le passage d'une situation d'accès au compte bancaire à l'assurance ce qui correspond à une inclusion financière totale.

#### Modélisation logit séquentielle

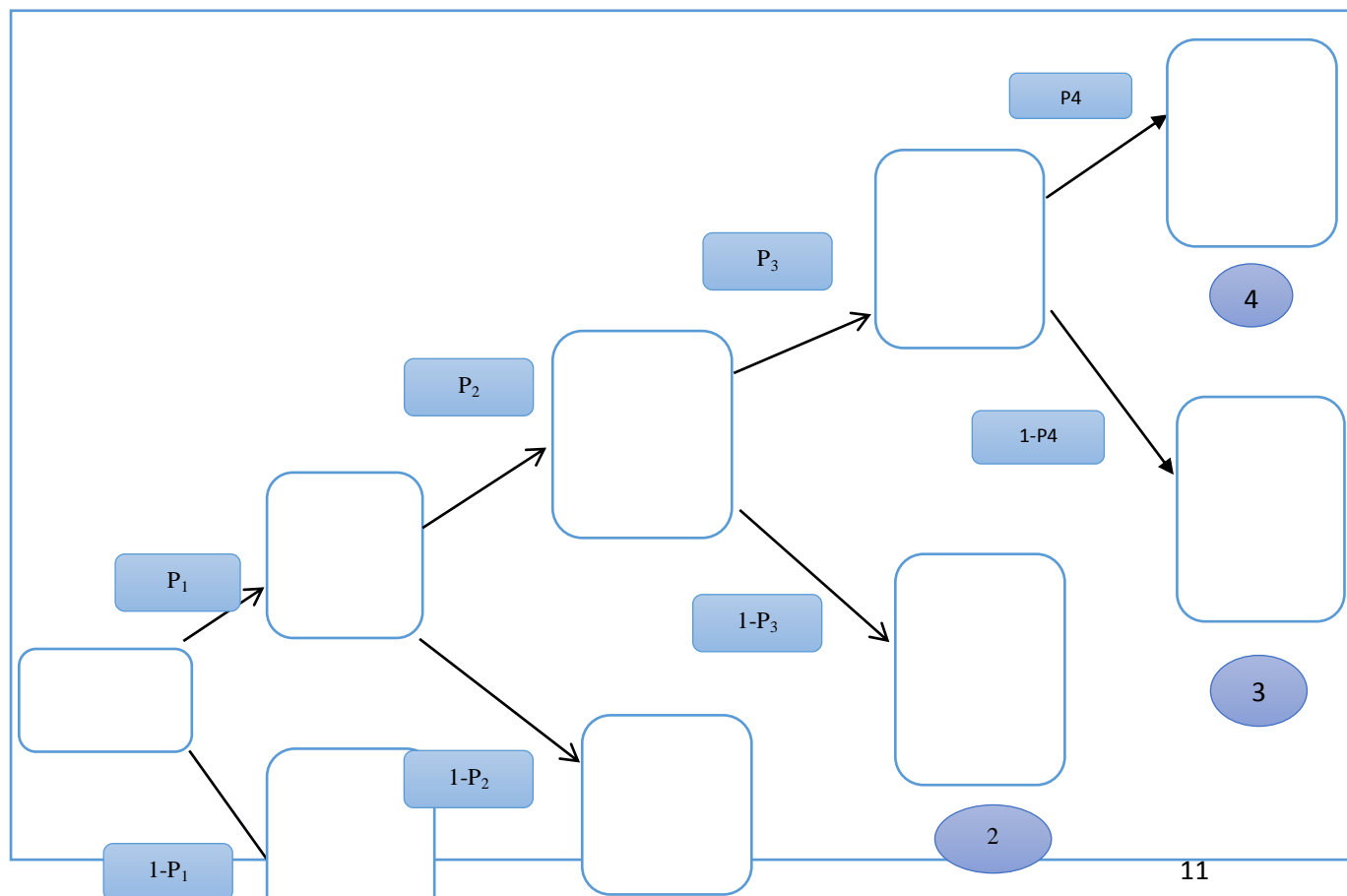
Ensuite pour identifier les déterminants de l'inclusion financière, nous appliquons un modèle logit séquentiel également connu sous le modèle de réponse séquentielle, ou le modèle

imbriqué dichotomique (voir, Fall, Ky et Birba, 2015, Afawubo, 2019). La régression logit séquentiel contrairement à la régression logit ordonné, nous permet de mettre en évidence les facteurs qui déterminent la transition d'une étape à une autre du processus menant à l'inclusion financière. La probabilité de transition d'une étape à l'autre du processus est affecté par les caractéristiques de l'individu et est donné par:

$$P_{ki} = \frac{\exp(\alpha_k + \beta_k X_{ki})}{1 + \exp(\alpha_k + \beta_k X_{ki})} \quad (4)$$

$X_{ki}$  représente les caractéristiques de l'individu  $i$  à étape  $k$ . Pour plus de détails sur la réponse séquentielle modèle, voir (Maddala 1983; TUTZ, 1991).

Graphique 1: Processus (étapes) d'inclusion financière au Togo





Source : auteur à partir de Fall et al. (2015), Afawubo et al (2019)

Le graphique ci-dessus montre l'évolution graduelle de l'inclusion financière. L'échantillon initiale se subdivise en deux sous-groupes : le premier sous-groupe concerne les ménages qui n'ont jamais eu accès au compte formel et ceux ayant accès. Si nous considérons un utilisateur des services financiers, avant tout, cet individu doit avoir un compte bancaire parce que, comme on le sait, l'accès à l'épargne nécessite forcément l'accès à un compte bancaire (Allen et al. 2016). Deuxièmement, l'utilisateur devra être motivé à épargner (utilité de l'épargne). Cette deuxième étape fait suite à la première étape considérée par Fall, Ky et Birba (2015), comme l'étape de la « connaissance » en termes d'avantage que l'individu perçoit en épargnant. Troisièmement, si l'épargne est constituée, l'individu peut l'utiliser pour solliciter un crédit bancaire. Cette étape du processus d'inclusion financière n'est atteinte que si la première étape est satisfaite. Avoir un compte bancaire avant l'accès à l'épargne et au crédit est très cruciale dans le contexte Togolais pour plusieurs raisons. Premièrement, la possession d'un compte bancaire motive l'individu à épargner (Soyibo, 1997). C'est une exigence même de la part des banques si l'individu souhaite un jour demander du crédit. Deuxièmement, l'épargne une fois constituée sert en quelque sorte de garantie permettant à l'individu d'avoir accès facilement au crédit (étape 3). Une fois que l'individu a accès au crédit celui-ci ou les institutions financière l'assure automatiquement à un services d'assurance enfin de minimiser les risque au cas où un éventuelle problème survenait. L'accès à l'assurance formel constitue alors la dernière étape de l'inclusion financière.

Pour des raisons inhérentes à l'étude à chaque étape atteint, nous attribuons un numéro *niv* au sous-groupe qui nous intéresse. Ainsi, le numéro 0 est attribué aux ménages qui n'ont pas accès aux services financiers ; 1 est attribué aux ménages qui ont accès à un compte formel ; 2 est attribué aux ménages qui ont accès aux compte épargne, 3 à ceux qui en ont accès au crédit formel et 4 ceux qui ont accès aux services d'assurance. Le niveau moyen atteint par chaque ménage, compte tenu de ses caractéristiques socio-économiques, est déterminé par :

$$E(niv) = (1 - p_1)l_0 + p_1(1 - p_2)l_1 + p_1p_2(1 - p_3)l_2 + p_1p_2p_3l_3 \quad (5)$$

Etant donné que les numéros attribués montrent l'évolution vers une inclusion financière totale (accès à l'assurance) du ménage, ce niveau moyen devrait être cherché à être atteint. Chaque variation d'une variable explicative affecte la probabilité de transition par la formule suivante :

$$\begin{aligned} \frac{\partial E(niv)}{\partial X_{ki}} = & \{1 * \hat{p}_{1i}(1 - \hat{p}_{1i}) * [(1 - \hat{p}_2)l_1 + \hat{p}_2(1 - \hat{p}_3)l_2 + \hat{p}_2\hat{p}_3l_3 - l_0]\} \beta_1 \\ & + \{\hat{p}_{1i} * \hat{p}_{2i}(1 - \hat{p}_{2i}) * [(1 - \hat{p}_3)l_2 + \hat{p}_3l_3 - l_1]\} \beta_2 \\ & + \{\hat{p}_{1i} * \hat{p}_{2i} * \hat{p}_{3i}(1 - \hat{p}_{3i}) * [l_3 - l_2]\} \beta_3 \end{aligned} \quad (6)$$

La somme pondérée des différents niveaux, résultant de l'effet marginal des caractéristiques d'un individu sur le niveau moyen à chercher à être atteint, est donnée par :

$$\frac{\partial E(niv)}{\partial X_{ki}} = w_1\beta_1 + w_2\beta_2 + w_3\beta_3 \quad (7)$$

$w_i\beta_i$  représente la contribution de chaque niveau à l'atteinte du niveau où le ménage a accès à l'assurance (situation à chercher). La pondération  $w_i$  fait référence à la capacité du ménage à transiter d'une situation d'accès aux compte formel vers une situation d'accès aux services d'assurances où la variance de la variable dépendante de passer à un niveau d'inclusion financière plus élevé multiplie l'utilité attendue de l'individu. Par exemple, pour le premier niveau 1, la variance de risque est  $\hat{p}_{1i}(1 - \hat{p}_{1i})$  et l'utilité attendue si malgré tout le ménage dépasse le niveau 1 est  $[(1 - \hat{p}_2)l_1 + \hat{p}_2(1 - \hat{p}_3)l_2 + \hat{p}_2\hat{p}_3l_3 - l_0]$  qui est la somme de l'utilité de chaque niveau supérieur, moins  $l_0$  l'utilité au niveau 0.

Variable dépendante :

La variable dépendante décrit le processus d'inclusion financière. Cette variable est ordinale car il existe un ordre dans les étapes et les écarts entre deux étapes consécutives ne sont pas

nécessairement les mêmes (Cahuzac et Bontemps, 2008). Ainsi nous supposons que le processus d'inclusion financière suit un processus à quatre étapes :

Etape 1 : l'individu a accès à un compte financier formel

Etape 2 : l'individu a accès à l'épargne financier formel

Etape 3 : l'individu a accès au crédit financier formel.

Etape 4 : l'individu a accès à l'assurance formel.

Cette variable est donc utilisée comme proxy pour capter les difficultés que les ménages ont à faire face aux besoins en termes de services financiers.

Variables explicatives :

Certains de nos variables explicatives comme le montre le tableau 15, sont captés par l'entremise des variables dichotomiques qui prennent la valeur 1 si le ménage respecte la condition posée par la variable et 0 dans le cas contraire, et d'autre quantitative.

Tableau 1: Liste des variables explicatives importante retenues et signe attendus

Variables	Mesure
Variables explicatives	
Age	L'âge est une variable quantitative en année révolue (nombre) Cette variable veut mettre en lumière l'importance de l'âge dans l'accès aux services financiers Fungacova et Weill (2015), Zins et weill (2016), Allen et autres (2016). Conformément à la littérature existante, nous prévoyons que le niveau d'inclusion financière augmentera avec l'âge.
Sexe	La variable sexe est une variable binaire qui prend la valeur 1 pour les femmes et 0 pour les hommes. Conformément à la littérature précédente, nous nous attendons à ce que cette variable ait un coefficient négatif car il est plus difficile pour les femmes d'avoir des comptes bancaires (Allen et al. 2016).
Revenu	Le quintile de revenu est également une variable catégorielle qui mesure le niveau de richesse relative des répondants. Il y a quatre quintile, les plus pauvres étant la catégorie de référence. Il va du quintile de revenu le plus bas inférieur à 35000FCFA et à partir de 401000FCFA les plus élevé. Nous nous attendons à ce que l'inclusion financière soit liée positivement au niveau de richesse de l'individu. Les attentes sont cohérentes avec (Allen et

	al, 2016; Fungáčová et Weill, 2015; Mohammed et al, 2017).
Niveau d'éducation	L'éducation est également une variable catégorielle avec trois catégories représentant le niveau d'éducation des répondants. Cela va d'aucune éducation (la catégorie de référence) à l'enseignement secondaire et +. Conformément à la littérature existante, nous prévoyons que l'inclusion financière devrait être plus élevée pour les personnes ayant fait des secondaire et + (Allen et al, 2016; Mohammed et al, 2017).
L'emploi	Variable catégorielle égale à 1 si le chef du ménage est commerçant ou agriculteur, 2 si le chef du ménage est salarié, 0 sinon. cette variable veut mettre en évidence le rôle de l'emploi dans l'inclusion financière (Soumaré et al (2016), Allen, Demirgüç-Kunt, Klapper et Peria. (2016).le signe attendus est positif
Taille du ménage	Variable Quantitative qui mesure le nombre de personnes vivants dans le ménage du répondant qui prend la valeur 1 si le ménage est composé d'au plus cinq individus dans le ménage, 0 sinon. Conformément à la littérature précédente, nous nous attendons à ce que cette variable ait un coefficient négatif car les ménages de plus de cinq personnes ont une probabilité moins élevée d'accès aux services financiers bancaires comparativement aux ménages de taille inférieure (Adjei et Arun (2009),
Confiance dans les institutions financière	La variable confiance est une variable binaire qui prend la valeur 1 pour les individus ayant confiance aux institutions financière, 0 sinon. Conformément à la littérature précédente, nous nous attendons à ce que cette variable ait un coefficient positif car il est plus facile pour les individus d'être inclus financièrement s'ils ont confiance aux institutions financière (Allen et al, 2016).

Source : auteur

## Données

Cette étude utilise les données de l'enquête FinScope Togo 2016 (données qualitatives). L'enquête FinScope est un outil de recherche quantitative qui a été développé par FinMark Trust. Il s'agit d'une enquête représentative au niveau national sur la population âgée de 15 ans et plus. L'enquête a été réalisée en 2016 par l'Institut National des Statistiques, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED-Togo) en collaboration avec l'agence sud-africaine FinMark Trust. L'objectif de l'enquête FinScope sur la demande de services financiers au Togo était d'appréhender le comportement de consommation ou d'utilisation des services financiers par la population adultes en se basant sur plusieurs aspects à savoir les moyens de subsistance et la manière dont la population génèrent leurs revenus ; leurs besoins



et leurs demandes ; leurs perceptions, attitudes et comportements financiers ; et les niveaux actuels d'accès et d'utilisation des services et produits financiers (FENU, INSEED-Togo et FinScope, 2016). Le champ de l'enquête est estimé à 4,1 millions sur une population totale de 6,8 millions en 2016 selon l'INSEED (FENU, INSEED-Togo et FinScope, 2016). Ces ménages enquêtés proviennent de 520 zones de dénombrement (Afawubo et al. 2020). Dans un premier temps, les zones de dénombrement ont été tirées au hasard à partir des 12 zones construites : chacune des cinq régions qui constituent le pays est divisée en deux localités : urbaine et rurale, à laquelle s'ajoute Lomé (la capitale) qui se subdivise en " Lomé commune " et " Golf urbain ". Ensuite, 10 ménages sont retenus dans chaque zone de dénombrement en utilisant également une méthode d'échantillonnage aléatoire simple. L'échantillon de l'enquête FinScope est alors composé de 5.200 ménages répartis sur l'ensemble du territoire national. L'échantillon total est de 5197 chefs de ménage couvrant les cinq régions du Togo

### III. Résultats et interprétations

La statistique du rapport de vraisemblance qui n'est rien d'autre que l'analogue du F-statistic dans les modèles linéaires classiques est positif avec une probabilité critique de 0,000 ce qui permet de valider la significativité globale du modèle. La statistique de Wald qui suit une loi de khi deux à k degré de liberté, est de 4920.72 avec une probabilité  $\text{Prob} > \chi^2 = 0.00000$ , ce qui permet de valider la significativité globale des coefficients.

Tableau 2 : Résultats logit ordonné des déterminants de l'inclusion financière

VARIABLES	Coefficients	Effets marginaux $dy/dx$
Zone (rurale)	-0.494* (0.0805)	-0.5465*
Age	0.0548*** (0.0114)	0.0054***
Age caré	-0.0568* (0.0166)	-0.001*
Sexe (femme)	-0.109 (0.0761)	-0.0117
Statu matrimonial	0.694*** (0.5540)	0.49060***
1. Education primaire	0.476*** (0.0616)	0.10191***

2. Education secondaire et +	0.940*** (0.0748)	0.1569***
Confiance	0.415*** (0.0869)	0.065***
Garantie	0.0178* (0.0774)	0.05626*
Taillmenage	-0.455*** (-0.0806)	-0.0199***
Connaissance financ	0.559*** (0.0544)	0.06654***
1. commerçants /agriculteurs	0.684*** (0.0500)	0.07050***
2. Emploi Salarié	0.460** (0.106)	0.6694**
2. Temps IF 30-60min	-0.0191* (-0.0594)	-0.8684*
3. Temps IF ≤ 30min	4.468*** (0.0774)	0.8186***
2. quintile de revenu 1	3.61*** (10.396)	0.05696***
3. quintile de revenu 2	4.44*** (10.407)	0.1505***
4. quintile de revenu 3	5.494*** (10.805)	0.078***
Cut1	3.8446*** (14.64)	
Cut2	6.0598*** (17.94)	
Cut3	8.0846*** (14.66)	
Cut4	7.0544*** (13.46)	
Observations	5197	

Standard errors in parentheses \*\*\* p<1%, \*\* p<5%, \* p<10%

Le tableau 2 présente les résultats de la régression des déterminants de l'inclusion financière à partir du modèle logit ordonné. Les résultats montrent que les femmes sont moins susceptibles d'avoir accès aux services financiers auprès d'institutions financières que les hommes. Il en est ainsi parce que les femmes sont moins susceptibles d'occuper des emplois formels qui les obligent à avoir des comptes par rapport à leurs homologues masculins. de plus La plupart des femmes évoluent dans le secteur informel caractérisé par les conditions de travail précaires, inadaptées et de non couverture sociale. Elles présentent beaucoup de

contraintes en matière d'entrepreneuriat, notamment les difficultés d'accès au crédit et aux facteurs de production comme la terre, (Couchoro and Dout, 2019).

La probabilité d'inclusion financière augmente également avec le niveau d'éducation. Les personnes qui ont terminé leurs études secondaires et supérieures ont plus de chance d'avoir accès aux services financiers. Cette constatation corrobore les résultats d'études antérieures qui montrent que les adultes diplômés de l'enseignement supérieur sont plus susceptibles de posséder et d'exploiter un compte que ceux dont le niveau de scolarité est inférieur (voir Allen et al, 2016; Efobi et al, 2014; Mohammed et al. ,2017). L'inclusion financière augmente également avec le revenu. Les individus de tous les autres quintiles de revenus sont beaucoup plus susceptibles d'avoir accès aux services financiers que les individus ayant le quintile le plus bas (catégorie de référence). De plus, les coefficients augmentent considérablement à mesure que nous passons aux quintiles supérieur.

L'âge des adultes a une influence positive sur la probabilité d'inclusion financière au Togo et est statistiquement significatif à 1%. Cela signifie qu'une année supplémentaire gagnée par les individus conduits à une augmentation d'environ 5,4 point de sa probabilité d'inclusion financière au Togo. Cependant, elle se réduit à mesure qu'on atteint un âge avancé. Ceci est pris en compte dans la variable de l'âge au carré, qui est négativement liée à la probabilité d'inclusion financière et est statistiquement significative à 10%. L'implication ici est que l'âge est une fonction quadratique. Au fur et à mesure que les gens passent de l'enfance à l'âge adulte, la probabilité de leur inclusion financière augmente jusqu'au moment où ils dépassent le groupe d'âge économiquement actif et la probabilité commence alors à diminuer (Akudugu, 2012).

Par ailleurs, la taille du ménage a un effet négatif sur la probabilité d'accès aux services financiers. Ainsi, les ménages de plus de cinq personnes ont une probabilité moins élevée d'accès aux services financiers comparativement aux ménages de taille inférieure. Ceci contredit l'idée selon laquelle l'accroissement de la taille du ménage augmente les chances d'y avoir plus d'actifs qui participent à l'activité et par conséquent permet d'accroître l'accès aux services financiers. En outre, on constate que l'emploi exerce une influence évidente sur la probabilité d'accès aux services financiers. L'emploi influence positivement au seuil de 1% l'accès aux services financiers. Ceci confirme les résultats de Johnson et Nino-Zarazua (2009), Munemo, J. (2018), pour qui les entrepreneurs au Kenya et en Ouganda ont plus de

chances d'être inclus au secteur bancaire comparativement aux sans emploi. La probabilité d'inclusion financière augmente à mesure que la confiance envers les institutions financières croît, elle est significative à 1%. Les résultats montrent également une relation positive entre la connaissance financière et l'inclusion financière qui est significative à 1%. En effet avoir de meilleures connaissances financières au Togo augmente la probabilité d'inclusion financière. Nous confirmons ainsi les résultats de la littérature (Beck et Demirgüç-Kunt, 2008; Nino-Zarazua et Copestake, 2009).

Au terme de nos régressions par le logit ordonné nos résultats montrent que le sexe, l'âge, le niveau de scolarité et le quintile de revenu sont tous des déterminants importants de l'inclusion financière au Togo. Cependant ces résultats sont à prendre avec beaucoup de prudence car elles cachent des disparités, lesquelles disparités qui nous ont conduit à faire des régressions séquentielles.

Tableau3: Résultats logit séquentiel des déterminants de l'inclusion financière par étapes

VARIABLES	Coefficient s 1 _2_3_4V0	Coefficients 2_3_4V1	Coefficients 3_4V2	Coefficient s 4V3
Zone (rurale)	-0.919*** (-0.1815)	-0.898*** (-0.0805)	-0.353 (-0.0802)	-0.595 (-0.0805)
Age	1.0598 (1.0119)	0.0588*** (0.0118)	0.0238*** (0.0113)	0.0558*** (0.0015)
Agecaré	-0.1568 (0.0166)	-0.0568** (0.0166)	-0.0218** (0.0116)	-0.0568** (0.0066)
Sexe (femme)	-1.1005 (1.0761)	-0.1097 (0.0761)	-0.1059 (0.0911)	-0.1092 (0.0760)
Statu matrimonial	0.5905 (0.961)	1.0045 (0.3661)	0.9005 (0.5701)	1.0455 (1.6967)
1. Education primaire	0.976** (0.1616)	0.876** (0.0616)	0.391*** (0.0116)	0.576*** (0.0606)
2. Education secondaire et +	0.190*** (0.1798)	0.980*** (0.0788)	0.530*** (0.0938)	0.950*** (0.0758)
Confiance	0.9153 (0.1861)	0.8155*** (0.0869)	0.3123*** (0.0815)	0.5054*** (0.0869)
Garantie	0.1178 (1.0779)	0.0178 (0.0778)	0.0198*** (0.0973)	0.0178*** (0.0775)
Taillmenage	-0.955 (-0.1816)	-0.855 (-0.0806)	-0.322*** (-0.0801)	-0.555*** (-0.0806)

Connaissancefinanc	0.5517 (0.1599)	0.5598 (0.0588)	0.2253*** (0.0233)	0.5559*** (0.0555)
1. commerçants /agriculteurs	0.689* (0.1501)	0.688 (0.0507)	0.183*** (0.0201)	0.685*** (0.0504)
2. Emploi Salarié	0.961 (0.106)	0.860* (0.106)	0.310*** (0.101)	0.560*** (0.006)
2. Temps IF 30-60min	-0.1111 (-1.0509)	-0.0191 (-0.0598)	-0.0151 (-0.0253)	-0.0090 (-0.0595)
3. Temps IF ≤ 30min	9.468*** (0.1779)	8.868*** (0.0778)	3.318*** (0.0973)	5.568*** (0.0775)
2. quintile de revenu 1	3.6134 (11.316)	2.6157 (11.296)	3.185*** (11.351)	3.6069*** (10.396)
3. quintile de revenu 2	9.94 (11.917)	8.48* (11.817)	3.34*** (11.319)	5.44*** (10.507)
4. quintile de revenu 3	5.919 (11.815)	5.898 (11.815)	2.353*** (11.812)	5.595*** (10.805)
Const	11.7812*** (2.63)	0.7530 (0.65)	0.1434*** (2.81)	0.58345 (0.47)

Standard errors in parentheses

\*\*\* p<1%, \*\* p<5%, \* p<10%

Le modèle logit séquentiel, contrairement au modèle logit ordonné, permet d'explorer les facteurs qui déterminent chaque étape de transition (tableau 3).

L'un des résultats importants du tableau 3 se réfère au fait que l'éducation augmente la probabilité de passer à travers les trois premières étapes du processus d'inclusion financière. Au contraire, résider dans une zone urbaine est utile seulement au début (première et deuxième étapes) du processus d'inclusion financière. Les individus qui mettent moins de 30 minutes pour atteindre une institution financière, qui résident dans la zone urbaine, qui ont un niveau d'éducation élevé sont plus susceptibles d'atteindre la première étape (accès au compte) du processus. En effet, il est bien connu dans les pays en développement que les banques sont plus implantées dans les zones urbaines ce qui augmente la distance à parcourir par les individus résidant en milieu rural (Allen et al, 2016). La raison en ce qui concerne le niveau d'éducation est que la connaissance est fondamentale pour adopter une innovation (Rogers, 2003; Terrage et al, 2009), l'instruction peut faciliter l'utilisation des services bancaires.

La deuxième étape du processus, à savoir « l'épargne », implique les mêmes déterminants notés à la première étape, en plus de l'âge. Au contraire, avoir une famille nombreuse, être marié réduisent la probabilité d'épargner. Cela sous-entend qu'en Afrique une grande famille traduit plus de dépense en termes de nourriture, de santé, de scolarité ce qui empêche les individus à lisser leur consommation dans le future (White et Masset, 2003 ; Adjei et Arun, 2009). De même la confiance dans les banques est un facteur déterminant de l'épargne.

A partir de la troisième et dernier étape du processus, quatre déterminants, dont (trois ont été significatifs depuis la première étape), influencent positivement la probabilité d'avoir un crédit et à l'assurance; ce sont: le revenu, la connaissance financière, la confiance, et l'emploi. Etre salarié ou travailleur autonome est le plus pertinent des facteurs de la dernière étape du processus d'inclusion financière (l'emploi constitue en quelque sorte une garantie). Ces résultats confirment celle de Mohammed et al (2017).

### **Analyse des déterminants de l'inclusion financière selon le genre et la localité**

#### **Selon le genre**

Avec le sous échantillon constitué des femmes et hommes tableau 4, nous constatons qu'au Togo, toutes les caractéristiques individuelles sont des déterminants importants de l'inclusion financière, à l'exception de la taille du ménage. Le niveau d'éducation, l'âge, le quintile de revenu, la zone de résidence, l'emploi, l'état matrimonial et le niveau de confiance dans les institutions financières sont tous significatifs à 5%. Ces résultats confirment plus ou moins les résultats obtenus ci-dessus dans l'analyse globale. La probabilité d'inclusion financière augmente avec le niveau de scolarité du répondant dans les deux sexes. En effet, on observe que les individus ayant atteint le niveau de l'enseignement secondaire sont plus susceptibles d'être inclus financièrement que ceux qui ont une éducation primaire ou aucune éducation. Cette probabilité augmente à 1.470 point chez les hommes et 3.690 points chez les femmes. C'est alors plus facile pour les personnes ayant un niveau d'enseignement supérieur d'avoir accès aux services financiers. L'âge a un effet positif sur la probabilité d'accès aux services financiers, tandis que le coefficient de l'âge au carré est négatif, confirmant l'existence d'un effet de seuil pour la variable d'âge. De plus, être dans les quintiles de revenu les plus élevés et vivre en zone urbaine augmente la probabilité d'accès aux services financiers. Par exemple,

être dans le quatrième quintile de revenu augmente par 4.727 points chez les hommes et par 5.994 points chez les femmes la probabilité d'inclusion financière.

Tableau 4 : Résultats logit ordonné des déterminants de l'inclusion financière selon le genre

VARIABLES	Coefficients Homme	Coefficients Femme
Zone (rurale)	-0.727*** (-0.0304)	-0.999*** (-0.0805)
Age	0.0473*** (0.0117)	0.0598*** (0.0119)
Agecaré	-0.0463** (-0.0166)	-0.0518** (-0.0116)
Sexe	-	-
Statu matrimonial	0.0317*** (-0.0747)	0.0819*** (-0.0759)
1. Education primaire	0.776*** (0.0616)	0.976*** (0.0111)
2. Education secondaire et +	1.470*** (1.773)	3.690*** (1.5798)
Confiance	0.714*** (0.0362)	0.915*** (0.0819)
Garantie	0.0173*** (0.0777)	0.0178*** (0.0779)
Taillmenage	-0.744 (-0.0306)	-0.955 (-0.0806)
Connaissancefinanc	0.442*** (0.0477)	0.559*** (0.0599)
1. commerçants /agriculteur	0.637*** (0.0400)	0.689*** (0.0500)
2. Emploi Salarié	0.760* (0.106)	0.910* (0.101)
2. Temps IF 30-60min	-0.0121*** (-0.0427)	-0.0191*** (-0.0599)
3. Temps IF ≤ 30min	7.763*** (0.0777)	9.968*** (0.0779)
2. quintile de revenu 1	3.61*** (10.326)	3.11*** (10.391)
3. quintile de revenu 2	4.77*** (10.707)	9.94*** (10.407)
4. quintile de revenu 3	4.727*** (10.304)	5.994*** (10.805)



Cut1	3.3746*** (14.67)	3.8941*** (19.14)
Cut2	6.0423*** (17.27)	6.0598*** (17.94)
Cut3	3.0876*** (17.66)	8.0891*** (19.16)
Cut4	2.0476*** (12.36)	5.5991*** (14.06)
Observations	2339	2858

Standard errors in parentheses \*\*\* p<1%, \*\* p<5%, \* p<10%

### Selon la zone géographique

Selon la localisation géographique à partir des estimations logit ordonné, les caractéristiques individuelles qui sont significatifs sont: le niveau d'éducation, le quintile de revenu, la situation professionnelle et l'état matrimonial. Cependant Il existe des caractéristiques individuelles communes dans les deux zones avec un degré d'impact différent. Ces déterminants communs sont: le niveau d'éducation, le niveau de revenu et l'état matrimonial. Dans les deux zones, nous observons que les répondants ayant un niveau d'études supérieur et un quintile de revenu supérieur ont plus de chance d'être inclus financièrement. On peut argumenter que les répondants ayant une éducation supérieure ou appartenant à des quintiles de revenu supérieurs ont plus besoin de crédit que ceux qui sont moins scolarisés ou appartenant aux quintiles de revenu les plus bas. Cependant, chaque zone a d'autres déterminants significatifs qui ne sont pas nécessairement significatifs dans l'autre zone. Par exemple, en zone urbaine, nous observons que les salariés sont plus susceptibles d'avoir accès aux services financiers. En zone rurale, l'inclusion financière augmente avec l'âge et la taille du ménage, avec un effet de seuil pour l'âge. L'analyse comparative présentée dans le tableau 5 montre que l'éducation et le niveau de revenu ont des impacts positifs sur la probabilité d'inclusion financière en zone urbaine et rurale, ces deux variables ont un même impact sur la probabilité d'inclusion financière au Togo en tant qu'ensemble. L'âge est un déterminant important de l'emprunt en zone rurale, mais pas en zone urbaine (voir tableau 5).

Tableau 5 : Résultats logit ordonné des déterminants selon la zone géographique

VARIABLES	Coefficients Zone urbaine	Coefficients Zone rurale
Zone	-	-
Age	0.0623 (0.0112)	0.0558*** (0.0115)
Age caré	-0.0663 (0.0169)	-0.0518** (0.0116)
Sexe	-0.227*** (-0.0309)	-0.599*** (-0.0805)
Statu matrimonial	0.0312*** (0.0267)	0.0815*** (0.0755)
1. Education primaire	0.726*** (0.0616)	0.576*** (0.0111)
2. Education secondaire et +	1.620*** (1.223)	3.650*** (1.5758)
Confiance	0.216*** (0.0362)	0.515*** (0.0815)
Garantie	0.0123*** (0.0227)	0.0178*** (0.0775)
Taillmenage	-0.266 (-0.0306)	-0.555 (-0.0806)
Connaissance financ	0.642*** (0.0627)	0.555*** (0.0555)
1. commerçants /agriculteurs	0.632*** (0.0600)	0.689*** (0.0500)
2. Emploi Salarié	0.260*** (0.106)	0.910 (0.101)
2. Temps IF 30-60min	-0.0121*** (-0.0622)	-0.0151*** (-0.0559)
3. Temps IF ≤ 30min	7.763*** (0.0277)	5.968*** (0.0775)
2. quintile de revenu 1	3.61*** (10.326)	3.11*** (10.351)
3. quintile de revenu 2	6.22***	5.94***

	(10.207)	(10.407)
4. quintile de revenu 3	4.227***	5.594***
	(10.306)	(10.805)
Cut1	3.3266***	3.8541***
	(16.62)	(19.14)
Cut2	6.0623***	6.0558***
	(12.27)	(17.94)
Cut3	3.0826***	8.0851***
	(12.66)	(15.16)
Cut4	5.0426***	4.0591***
	(11.36)	(14.06)
Observations	2183	3014

Standard errors in parentheses \*\*\* p<1%, \*\* p<5%, \* p<10%

## Conclusion

L'inclusion financière apporte des avantages significatifs aux économies en développement. Par conséquent, les gouvernements des en développement en générale et celle du Togo en particulier ont mis en place des programmes pour élargir l'accès aux services financiers en faveur de populations non bancarisées. Cependant, on sait peu de choses sur la façon dont ces programmes ont influencé le niveau d'inclusion financière ainsi que les déterminants de l'inclusion financière, en particulier au Togo. Comprendre la tendance et les facteurs qui influencent l'inclusion financière est important, en particulier dans le contexte Togolais où le niveau d'inclusion financière est faible. Dans cette étude, nous utilisons les données de l'enquête Finscop pour analyser les déterminants de l'inclusion financière. Nous constatons que les principaux facteurs qui affectent l'inclusion financière sont le sexe, l'âge, le niveau d'éducation ainsi que le niveau de richesse. Nous constatons que les personnes vivant en zone rurale et les femmes ont moins de chance d'avoir accès aux services financiers par rapport à ceux vivant dans les zones urbaines et des hommes. A la lumière de ces constatations, l'étude recommande donc que les institutions financières au Togo conçoivent des politiques qui peuvent cibler les ménages vivant dans les zones rurales et les femmes afin d'augmenter leur niveau d'inclusion financière, car ce sont les groupes les plus exclus du secteur financier. La caractéristique majoritairement jeune de la population togolaise rend potentiellement élevé la demande de services financiers avec d'autant plus l'avancée des progrès technologiques. Les institutions financières du Togo devraient donc en tirer parti pour concevoir des produits financiers axés sur la technologie de manière à attirer les jeunes afin qu'ils puissent être inclus

financièrement. En outre, financer les politiques et programmes d'inclusion devraient inclure davantage de ciblage des groupes exclus. Un tel ciblage permettra aux décideurs politiques d'identifier les contraintes spécifiques à l'inclusion financière pour ces groupes afin que des politiques puissent être formulées pour faire face à ces contraintes. Dans le domaine de la recherche future, une analyse plus approfondie est nécessaire sur les déterminants spécifiques de l'inclusion financière au niveau des quintile de revenus.

### Références bibliographiques :

Adegboye, A. C., et Samuel, L, 2018. Does access to finance enhance SME innovation and productivity in Nigeria? Evidence from the World Bank Enterprise Survey. *African Development Review*, 30(4), 449–461.

Akudugu, M.A., 2013, “The determinants of financial inclusion in Western Africa: insights from Ghana”, *Research Journal of Finance and Accounting*, 4(8): 1-9.

Allen, F., Demirgüç, Kunt, A., Klapper, L., Peria, M.S.M., 2016 ‘the foundations of financial inclusion: understanding ownership and use of formal accounts’. *Journal of Financial Intermediation*, (1)27:1-30.

Afawubo, K., Couchoro, M. K., Agbaglah, M., et Gbandi, T., 2019. Mobile money adoption and households’ vulnerability to shocks: Evidence from Togo. *Applied Economics*, 52(10), 1141-1162.

Asuming et al ,2018 : Financial Inclusion in Sub-Saharan Africa: Recent Trends and Determinants, *Journal of African Business*, 5(11), 241-268.

Akudugu, 2013. The Determinants of Financial Inclusion in Western Africa: Insights from Ghana, *Journal of Finance and Accounting*, 4(8), 2222-2847.

Allen et al, 2016. The Foundations of Financial Inclusion: Understanding Ownership and Use of Formal Accounts, *Journal of Financial Intermediation* (1)27:1-30.

Arun, T., et Kamath, R, 2015. Financial inclusion: Policies and practices. *IIMB. Management Review*, 27(4), 267–287.

Ayele, G. T, 2015. Microfinance institutions in Ethiopia, Kenya and Uganda: Loan outreach to the poor and the quest for financial viability. *African Development Review*, 27(2), 117–129.

Ballon, P., and Duclos, J.-Y, 2016. “A Comparative Analysis of Multidimensional Poverty in Sudan and South Sudan” *African Development Review* 28, 132–161.

Beck, T. De La Torre, A, 2006. The basic analytics of access to financial services. Policy Research Working Paper 4026, World Bank, Washington, D.C.

Beck and M. Brown, 2015. ‘Foreign Bank Ownership and Household Credit’, *Journal of Financial Intermediation*, 24(4):466-486.

Chaibou, 2019. Rôle de la microfinance dans l’inclusion financière des pays de l’UEMOA: application au cas du Niger. *Economies et finances*. Université de Rouen Normandie.

Couchoro M. K. and Dout H, 2019. Dynamique des Inégalités de Revenu au Togo entre 2006 et 2015, *African Development Review* 31, 476–491.

Davutyan and B. Öztürkkal ,2016. Determinants of Saving-Borrowing decisions and Financial Inclusion in a High Middle Income Country: The Turkish Case, *Emerging Markets Finance and Trade*, 52:11, 2512-2529,

Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L. F., Singer, D., et Van Oudheusden, P., 2015. The Global Findex Database 2014: Measuring financial inclusion around the world (World Bank Policy Research Working Paper, (7255)).

Efobi, U., Beecroft, I., and Osabuohien, E. ,2014. Access to and use of bank services in Nigeria: Micro-econometric evidence. *Review of Development Finance*, 4(2), 104–114.

Fall, S.F., Y.Ky, and. Birba O, 2015, “Analyzing the Mobile-Banking Adoption Process among Low-Income Populations : A Sequential Logit Model.” *Economics Bulletin* 35(4): 2085– 2103.

Finmark trust. 2116. FinScope Consumer Survey Togo 2016, Pocket Guide. [http://finmark.org.za/wpcontent/uploads/2019/04/Togo-pocket-guide\\_French\\_15-Feb2017.pdf](http://finmark.org.za/wpcontent/uploads/2019/04/Togo-pocket-guide_French_15-Feb2017.pdf)

Gansinhounde, 2017. « Les déterminants de la faible bancarisation dans l'UEMOA » Université Polytechnique du Bénin.

Honohan, P ,2004. « Financial sector policy and the poor : selected findings and issues » worlbank policy research paper 43, worlbank, Washington, D, C

Kaur, Kapuria ,2020. Determinants of financial inclusion in rural India: does gender matter? *International Journal of Social Economics* Vol. 47 No. 6, 2020 pp. 747-767

Mohammed, J. I., Mensah, L., et Gyeke-Dako, A ,2017. Financial inclusion and poverty reduction in Sub-Saharan Africa. *African Finance Journal*, 19(1), 1–22.

Munemo, J ,2018. ‘Entrepreneurial Success in Africa: How Relevant are Foreign Direct Investment and Financial Development’, *African Development Review*, Vol. 30, No. 4, pp. 372–85.

Nino-Zarazua, Max and James G. Copestake, 2009. ‘Financial inclusion, vulnerability, and mental models: From physical access to effective use of financial services in a low income area of Mexico City’, document de travail no 2, Bath, Center for Development Studies (CDS),

Nwosu, E. O., and Orji, A., 2017. Addressing poverty and gender inequality through access to formal credit and enhanced enterprise performance in Nigeria: An empirical investigation. *African Development Review*, 29(1), 56–72.

Ogunleye, T. S., 2017. Financial inclusion and the role of women in Nigeria. *African Development Review*, 29(2), 249–258.

Saadaoui, Z., 2018. ‘Dealing with High Bank Interest Margins in Tunisia: A Dynamic Panel Investigation’, *African Development Review*, Vol. 30, No. 4, pp. 434–48.

Soumaré, I., Tchana, F., and Kengne, T. M. ,2016. Analysis of the determinants of Financial inclusion in Central and West Africa. *Transnational Corporations Review*, 8(4), 231–249.

Soyibo, A., 1997. Banking sector reforms in Africa: Effects on savings, investment and financial development. *African Development Review*, 9(1), 52–76.

Tutz, G., 1991. “Sequential Model Sequential Models in Categorical Regression.” *Computational Statistics et Data Analysis* 11 (3): 275–295.

Wokabi, o. fatoki ,2019. Determinants of Financial Inclusion In East Africa. *International Journal of Business and Management*, Vol. VII(1), pp. 125-143., 10.20472

Zins, A., and Weill, L, 2016, ‘The determinants of financial inclusion in Africa’. *Review of Development Finance*, 6(1) :46–57.